



**PRÉFÈTE
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Départementale des Territoires et de la Mer
Service Urbanisme, Paysage, Énergies et Mobilités
Unité Publicité Paysages Espaces et Villes durables**



Affaire suivie par :
Hervé DOSPITAL
chargé de mission publicité
Tél : 05 54 69 21 74
Mél : herve.dospital@gironde.gouv.fr

Libourne, le **06 AOUT 2022**
La Préfète de la Gironde

à
Monsieur le Président de la communauté de
communes du Sud Gironde
Parc d'activités du pays de Langon
21, rue des acacias
33210 MAZERES

Objet : Avis de l'État sur le Règlement Local de Publicité Intercommunal – communauté de communes du SUD GIRONDE

Par courrier en date du 9 mai 2022, vous sollicitez l'avis de l'État sur le projet de révision de votre Règlement Local de Publicité (RLP).

Ce projet de RLP, engagé par délibération du 8 avril 2019 a été arrêté par délibération lors du Conseil Communautaire du 11 avril 2022. Il est élaboré afin d'harmoniser les règles de publicité et les dispositifs publicitaires sur l'ensemble des secteurs des 37 communes composant la communauté de communes.

Le rapport de présentation précise les sites inscrits et classés présents sur la communauté de communes. Il omet le site inscrit de Saint-Macaire « village et ses abords », protégé depuis le 22 avril 1965. Son périmètre est couvert par le Site patrimonial remarquable de Saint-Macaire qui a, lui, bien été relevé.

Il convient de préciser dans le rapport de présentation si le choix a été fait de permettre la publicité en site inscrit.

Si tel est le cas, les restrictions définies dans ces sites devront être au moins équivalentes à celles s'appliquant dans les communes du parc naturel régional :

- interdiction de la publicité murale et des publicités de petit format (limitation au mobilier urbain),
- interdiction des enseignes numériques.

Or, pour l'instant le règlement ne propose pas de restrictions particulières à la publicité en site inscrit. Le règlement doit donc être complété sur les sites inscrits.

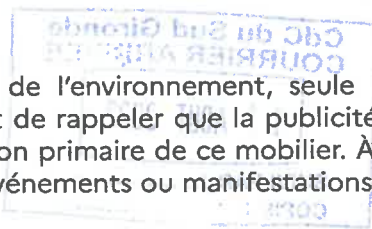
Par ailleurs, les mesures prises pour encadrer les enseignes scellées au sol sont bienvenues et devraient permettre d'amoindrir l'impact de ces dernières dans le paysage, qui peut aujourd'hui être fort.

Le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal de la communauté de communes du Sud Gironde :

La communauté de communes du Sud Gironde est dotée d'un PLUi arrêté le 5 juillet 2021. Conformément à l'article R.153-18 du code de l'urbanisme, il conviendra d'annexer le RLPi approuvé au PLUi.

Le mobilier urbain support de publicité :

Par dérogation à l'article L.581-8 du code de l'environnement, seule la publicité sur mobilier en agglomération est autorisée. Il est important de rappeler que la publicité sur mobilier urbain ne peut être « **qu'accessoire** » par rapport à la fonction primaire de ce mobilier. À ce titre, il est préconisé que seule la face non publicitaire (réservée aux événements ou manifestations à caractère local) soit visible dans le sens entrant des agglomérations.



Le code de l'environnement n'introduisant pas de règle de densité pour le mobilier urbain sur le domaine public, et afin d'éviter une prolifération non contrôlée de celui-ci (mats porte affiche ou autres) le long des voies de circulation, il serait également intéressant d'en prévoir hors arrêts de bus.

Le Règlement de Publicité :

La communauté de communes du Sud Gironde compte de nombreuses petites agglomérations qui ont toutes moins de 10 000 habitants.

Une seule et unique zone de publicité est instaurée pour les territoires agglomérés, avec quand même une différence entre communes PNR et non PNR et deux zones pour les enseignes : une couvrant les zones d'activités ou commerciales et l'autre le reste du territoire. Il est dommage de se caler sur les contours des communes PNR alors que certaines, dans la continuité de celles-ci, ont des enjeux identiques en termes de paysages. Une extension à toutes les petites agglomérations de votre communauté de communes pourrait être envisagée.

L'interdiction des publicités scellées au sol ou posées au sol en agglomération dans les communes du PNR et dans toutes les communes de moins de 10 000 habitants de la communauté de communes recueille mon accord. De fait, cela exclut également la pose de chevalets amovibles au droit des activités.

Pour participer à la mise en valeur et la protection du paysage, les enseignes sont interdites sur toiture ou terrasse dans la zone E1 (territoire hors zones d'activités ou commerciales) mais permises sur toiture ou terrasse dans la zone E2 (zones d'activités ou commerciales). Je suis favorable à cette mesure d'interdiction, qui pour la qualité paysagère du Sud Gironde, pourrait être étendue à la zone E2.

Horaires d'extinction nocturne (enseignes) :

Les prescriptions édictées par le RLPi peuvent avoir une influence sur la consommation d'énergie, la pollution visuelle et la biodiversité.

C'est particulièrement le cas des enseignes lumineuses. Bien que leur usage soit à peine plus restrictif que celui admis par le règlement national (23 h – 7 h au lieu de 23 h – 6 h), cette restriction aura une incidence positive sur le gaspillage énergétique à l'heure où toutes les mesures de sobriété énergétique sont fortement encouragées par le Gouvernement, mais aussi de manière moins connue sur la biodiversité. Les émissions de lumière sont de nature à causer des troubles importants aux personnes, à la faune, à la flore ou aux écosystèmes nécessitant des alternances jour/nuit. Par ailleurs, selon certaines espèces, la lumière peut avoir un effet attractif ou répulsif générant une cause de mortalité supplémentaire.

Les limites d'agglomération :

Il est nécessaire de vérifier sur le terrain que l'agglomération matérialisée par les panneaux EB10 / EB 20 correspond bien à un bâti rapproché au sens du code de la route.

Conclusion

La préservation du cadre de vie, des paysages et du patrimoine est un enjeu majeur pour les territoires.

Par sa situation et notamment par le fait d'être en partie dans le Parc Naturel Régional des Landes de Gascogne, la communauté de communes du Sud Gironde présente des enjeux importants en matière de préservation des paysages.

Annexé au plan local d'urbanisme, le règlement local de publicité est un outil de planification visant l'objectif identifié ci-dessus. C'est un outil qui permet à la collectivité de lutter contre les nuisances visuelles et de favoriser la mise en valeur du paysage et du patrimoine. Il a pour but de proposer des règles adaptées et plus restrictives que le régime général. Pour autant le règlement local de publicité n'a pas pour vocation d'entraver l'activité commerciale. Il offre la possibilité à la collectivité d'améliorer la qualité des dispositifs publicitaires, de pré-enseignes et d'enseignes tout en proposant une communication qui passe par la discrétion et non par l'accumulation et la surenchère des dispositifs et supports.

Le projet présenté recueille, de ma part, un avis favorable sous réserve de la prise en compte des observations ci-dessus.

La Préfète

Pour la Préfète et par délégation,
le Secrétaire Général

Christophe NOEL du PAYRAT

